

**28 AVRIL 2016 – BELLE MOBILISATION !
MAIS QUE RECHERCHE LE GOUVERNEMENT ?**

La période des congés scolaires en Ile de France n'aura pas empêché une belle mobilisation. 60 000 manifestants à Paris dont plus de 15 000 FO, 500 000 manifestants dans toute la France.

Les jeunes non plus, n'étaient pas démobilisés et ont très largement manifesté. Une fois encore, la revendication du RETRAIT a été scandée tout au long de la manifestation par les jeunes et les travailleurs.

Les nouveaux débordements qui se sont produits ont été occasionnés par de petits groupes n'ayant rien à voir avec les cortèges syndicaux, étudiants et lycéens.

Une nouvelle fois et comme nous l'avons fait à diverses reprises, l'URIF FO et sa confédération tiennent à rappeler qu'elle est opposée aux guerres et à toute forme de violence d'où qu'elles viennent et touchant l'ensemble des travailleurs. Elle ne peut cependant pas accepter qu'un véritable procès soit commandité contre les services d'ordre particulièrement efficaces des organisations syndicales qui au cours de toutes les manifestations assurent la sécurité des manifestants de nos organisations syndicales et des jeunes qui manifestent de façon tout à fait pacifique et responsable.

L'URIF FO ne peut accepter non plus que la volonté exprimée par certains soit celle qui consisterait à « envoyer » nos services d'ordre contre les groupes de « casseurs ». Le mouvement syndical n'est pas fait pour cela et notre engagement est bien celui de la protection de la manifestation des salariés et des jeunes.

Il est en revanche, inconcevable que les consignes données aux forces de l'ordre sur le terrain les conduisent à repousser ces groupes sur nos services d'ordre, qui ont su malgré tout ne pas céder à des provocations venant de ces groupes. En revanche, il est très clair que des stratégies de cette nature conduisent à l'envoi de grenades lacrymogènes sur les participants aux manifestations de travailleurs, de lycéens et d'étudiants représentant ainsi une forme de violence.

Nous ne répondrons pas aux volontés exprimées par le 1^{er} ministre et le ministre de l'intérieur, sur la nécessité de condamner les violences. Nous l'avons toujours fait et quels que soient les gouvernements. Nous le rappellerons d'ailleurs le 1^{er} mai au Mur des Fédérés.

Comme nous l'avons aussi déjà formulé, les violences sont celles qui amènent le gouvernement à ne pas vouloir retirer le projet de loi. La violence, c'est 3 520 000 chômeurs dans notre pays, la violence c'est près de 10 millions de personnes en situations de précarité, de chômage et de misère. La violence, c'est la casse du code du travail, des conventions collectives et des statuts. La violence, ce sont les lois Macron et leurs cortèges de flexibilité, de volonté de détruire les conseils de prud'hommes et au final les organisations syndicales. La violence, ce sont les expressions du représentant du MEDEF qui menace continuellement de quitter les négociations et particulièrement celles concernant l'assurance chômage. La violence, elle s'exprime dans son expression et son comportement de vouloir faire disparaître tout ce qui avait été construit par le Conseil National de la Résistance.

Nous allons poursuivre notre combat pour le RETRAIT du projet de loi – le 1^{er} mai, le 3 mai et lors des assemblées générales qui décideront de la reconduction des grèves interprofessionnelles. Fort de l'analyse que peut avoir le peuple français qui a plus de 70 % est en désaccord avec le projet de loi VALLS, GATTAZ, BERGER et à plus de 70 % considère bien que la lutte de classe existe encore aujourd'hui en France.

Jean Claude Mailly, lors de la manifestation du 28 avril rappelait aux journalistes que : « 2016 sera l'année de la célébration des 80 ans du Front Populaire. Je rappelle que le principe de faveur a été adopté pour la 1^{ère} fois en 1936. J'espère que la Président de la République saura rester fidèle à Léon Blum »

VIVE L'INDEPENDANCE DE LA CGT – FO !

Paris, le 29 avril 2016